



HAL
open science

Soudan : le régime islamiste au défi de la paix civile et de la " libéralisation "

Marc Lavergne

► **To cite this version:**

Marc Lavergne. Soudan : le régime islamiste au défi de la paix civile et de la " libéralisation ". 2003. halshs-00605930

HAL Id: halshs-00605930

<https://shs.hal.science/halshs-00605930>

Preprint submitted on 5 Jul 2011

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Revue « Guerre e Pace »

Marc Lavergne
Chargé de recherches au CNRS
Laboratoire Géotropiques
Université Paris-X Nanterre (France)

Le Soudan va-t-il enfin connaître la paix ? Déclenchée en 1983 par la Sudan People's Liberation Army (SPLA) du colonel John Garang, pour mettre fin aux discriminations dont étaient victimes les populations des régions périphériques du Soudan, et en particulier du Sud, la guerre a fait au moins deux millions de morts et quatre millions de déplacés et de réfugiés dans les pays voisins. Entamées en avril 2002, des négociations de paix directes entre le gouvernement et la SPLA ont abouti à un accord préliminaire en juillet de la même année. Cet accord reconnaît le droit à l'autodétermination du Sud-Soudan, après une période transitoire de six ans. Depuis lors, plusieurs cycles de négociations se sont déroulés au Kenya, pour préciser les modalités de la répartition des pouvoirs et des richesses naturelles et de la séparation de la religion et de l'Etat. Les Etats-Unis, parrains de ces négociations et l'Europe occidentale font montre d'un optimisme de commande et applaudissent chaque avancée dans la négociation, sans toujours mesurer l'ampleur réelle des clivages entre le gouvernement central et la rébellion sudiste. On peut ainsi se demander quel est le degré de sincérité des deux protagonistes dans cette entreprise, et si leur accord, qui marginalise d'autres acteurs politiques de la scène soudanaise suffira à régler les problèmes d'instabilité politique, d'unité nationale et de développement dont souffre le pays depuis son indépendance en 1956.

Pour le gouvernement, l'objectif premier est de montrer à l'opinion publique et aux gouvernements occidentaux, préoccupés par les atteintes aux droits de l'homme et les accusations de réduction en esclavage et de génocide à l'égard des populations du Sud, ainsi que par les soupçons de soutien au terrorisme islamiste, que le régime islamiste soudanais a changé. Le Soudan est en effet devenu depuis 1999 une puissance pétrolière, qui chercherait à renouer avec l'Occident pour mieux exploiter ses ressources naturelles ; mais le régime doit en même temps montrer à ses partisans qu'il ne brade pas la révolution islamiste sur l'autel du « dieu dollar », que la *sharia* demeure la clé de voûte du système politique et juridique, et que le Soudan demeure solidaire de l'*Oumma* à travers le monde.

Le régime islamiste est-il vraiment disposé à ouvrir le champ politique aux tenants d'une démocratie pluraliste, exprimant toute la diversité ethnique et culturelle de ce vaste pays ? Quelle peut être la place de l'islam politique, qu'il s'agisse de l'islamisme, rapidement qualifié de « moderne » ou des confréries, souvent étiquetées au contraire peut-être abusivement, « traditionnelles », voire « conservatrices », ainsi que celle des forces politiques laïques et démocratiques qui sont alliées à ces dernières au sein de l'Alliance Nationale Démocratique (AND) d'opposition, dans un système politique ouvert ? Cette évolution affichée du régime soudanais correspond-elle au paradigme de l'évolution des régimes islamistes vers

une forme de « démocratie musulmane » annoncée par certains observateurs à l'échelle mondiale ?¹.

Du côté des rebelles, les négociations de paix ont également des implications complexes : le mouvement de guérilla du colonel John Garang est-il réellement désireux de faire la paix ? N'est-il pas risqué pour lui de signer un pacte avec un pouvoir dictatorial dont la raison d'être repose sur la lutte contre la Chrétienté et l'animisme et est mû par la volonté de moderniser la société par l'uniformisation forcée des modes de vie et des cultures, et d'exploiter les ressources du pays en les accaparant à son seul profit ? Sur ce sujet, n'y a-t-il pas un décalage fondamental entre les aspirations de l'appareil dirigeant de la SPLA, qui souhaite avant tout être intégré dans l'appareil d'Etat soudanais et avoir accès à ses ressources, et celles des combattants des tribus nilotiques du Sud, qui croient se battre pour arracher l'indépendance aux « Arabes », perçus comme les héritiers des chasseurs d'esclaves du XIX^e siècle.

Un régime islamiste illégal et impopulaire, instrument de la revanche sociale d'une élite intellectuelle

Né le 30 juin 1989 d'un coup d'Etat militaire contre le gouvernement formé par les partis Oumma et Democratic Unionist Party (DUP), qui sont le bras politique des deux principales confréries musulmanes du pays, la Mahdiya et la Khatmiya, le régime islamiste n'a jamais réussi à gagner l'adhésion de la population. Parti de militants issu de la jeunesse urbaine et éduquée à l'occidentale, ultraminoritaire mais structuré sur le modèle des partis communistes, formé à l'action clandestine, le Front de la Charte islamique avait été fondé en 1965 par le Dr Hassan El-Tourabi, juriste formé en France et en Grande-Bretagne, avant de se transformer en 1985 en Front National Islamique. Parvenu au pouvoir, le parti a gardé sa structure clandestine tout en donnant naissance à un avatar parlementaire, le Congrès National, rassemblant les notables provinciaux qui l'avaient rallié par opportunisme. Le Front a pourtant tenté, dans les premières années de son accession au pouvoir, d'inculquer son idéologie à l'ensemble de la population. Après s'être débarrassé de toute opposition par la répression, dans les tristement célèbres *biyout el-achbah* (maisons des fantômes) où des milliers d'opposants furent torturés et assassinés sous la supervision du redouté Nafi Ali Nafi, chef des services de sécurité et aujourd'hui ministre des Affaires fédérales ou par la mise à la retraite ou le bannissement des cadres de tendance laïque ou démocratique, il a tenté de forger un *homo islamicus*. Le ministère de la Mobilisation Sociale, dirigé par Ali Osman Mohamed Taha, actuel vice-président, avait pour tâche de contrôler les pensées et les actes de l'ensemble de la population, par des stages de rééducation islamique et d'entraînement militaire obligatoires pour les fonctionnaires, les enseignants, les étudiants, destinés à galvaniser la population en faveur du *jihad* (en l'occurrence la guerre à outrance contre la rébellion et la population du Sud, de souche négro-africaine et d'obédience animiste ou chrétienne). La réislamisation de la population musulmane passait aussi par une stricte application de la *sharia* imposée en septembre 1983 par le dictateur Jaafar el-Nimeiry. Celle-ci était assurée par des Comités de quartier, les « *lijan chaabiya* », chargés d'imposer le respect des bonnes mœurs islamiques et d'étouffer dans l'oeuf toute opposition.

¹ Voir G. Kepel, Jihad ; O. Roy : L'échec de l'islam politique

¹ Voir G. Kepel, Jihad ; O. Roy : L'échec de l'islam politique

Les cadres dirigeants du FNI étaient doublement marginaux par rapport à la formation sociale soudanaise du Nord : ils étaient membres de l'élite formée en Occident tout en appartenant à des milieux privilégiés de commerçants ou de notables, mais n'appartenaient pas aux milieux tribaux et confrériques de la vallée du Nil, qui se nomment eux-mêmes les « *awlad el-balad* » (enfants du pays) et se considèrent comme dépositaires des valeurs et de l'identité soudanaise. Au contraire, le régime était qualifié avec dédain de « *abbada wa halaba* », (fils d'esclaves et d'Alépins), c'est-à-dire de descendants de tribus originaires d'Afrique de l'Ouest ayant fait souche au Soudan depuis la fin du XIX^e siècle, comme les Fellata, ou de commerçants venus d'Egypte ou du Levant faire le commerce de traite depuis le XIX^e siècle. Pour ces dirigeants, l'éviction des notables confrériques du pouvoir, comme de toute l'élite libérale « bien née » était une revanche sociale. Ils s'approprièrent les terres, les entreprises et les postes confisqués à la bourgeoisie terrienne liée à la Mahdiya, industrielle formée des « Soudanais blancs », Syro-Libanais ou Arméniens chrétiens, chassés du pays sous les avanies, et commerçante, liée à la Khatmiya.

Le nouvel appareil d'encadrement et les services de sécurité, mais aussi le remplacement des cadres administratifs fut confié à de jeunes diplômés de l'enseignement secondaire, et progressivement des 27 universités de province créées à la hâte. Mais le recrutement ciblait prioritairement des groupes tribaux arabisés et islamisés des steppes de l'Est et de l'Ouest, eux-mêmes frustrés par le monopole détenu dans l'administration, les confréries et l'appareil d'Etat par les tribus de la vallée du Nil au nord de Khartoum.

Des capacités manoeuvrières impressionnantes au service de la survie du régime

Face à la brutalité des méthodes employées par le nouveau régime, qui n'hésitait pas à bafouer tous les codes et les tabous sociaux, dans un contexte marqué par le chômage et l'hyperinflation, les classes moyennes salariées et les couches populaires ont sombré dans une prostration, aggravée par l'incapacité des structures sociales et politiques à proposer une alternative crédible. La population soudanaise s'est trouvée brisée par l'effort de guerre, par la conscription des jeunes pour l'armée ou les Forces de Défense Populaire et les pertes en vies humaines qu'ils ont entraîné ; la situation désespérée des familles a conduit à l'apparition d'une prostitution de survie, qui a anéanti les repères psychiques d'une population connue pour son sens de la solidarité, de l'honneur et de la dignité. Les dirigeants confrériques cependant demeuraient plongés dans leurs querelles de préséance et de pouvoir, à l'étranger où ils menaient un train de vie luxueux aux frais de l'Arabie saoudite ou de l'Egypte. Ils commencèrent par cultiver l'espoir d'une *intifada* semblable à celle de 1985, qui les ramènerait au pouvoir, avant de se résoudre à engager des opérations militaires contre l'armée gouvernementale, à partir de leur sanctuaire érythréen. Malgré l'aide de la SPLA et le soutien supposé de la population béja des montagnes de la mer Rouge, ces formations armées de l'AND (Oumma, avec 400 hommes dirigés par le fils de Sadiq el-Mahdi, Sudan Allied Forces (SAF) du Commandant Abdelaziz Khaled...) ne purent jamais consolider les poches de territoires qu'elles conquièrent le long de la frontière et ne parvinrent pas à provoquer les défections attendues au sein de l'armée gouvernementale.

Le pouvoir sut aussi activer les divisions au sein de l'opposition, en soutenant les rebellions au sein de la SPLA contre John Garang à partir de 1991, en mettant en

œuvre une politique de paix des braves « *salam min ed-dakhil* » (Paix de l'intérieur) visant à séparer la population des combattants rebelles, en finançant des milices tribales meurtrières. Il réussit même à manipuler l'ancien premier Ministre déposé Sadiq el-Mahdi pour saper l'unité de l'AND à partir de 1995, et à débaucher une à une des personnalités en vue, comme Moubarak el-Fadl el-Mahdi, trésorier du parti Oumma, secrétaire général de l'AND, cousin de Sadiq el-Mahdi, devenu en 2001 conseiller du président Omer El-Béchir...

Sur la scène internationale, il a réussi à surmonter l'ostracisme dont il était l'objet pour son action terroriste. Lourdemment endetté et placé au ban du FMI, soumis à embargo des Nations-Unies à partir de 1995, inscrit par les Etats-Unis sur la liste des Etats parias, privé de crédits de l'Union Européenne, régulièrement condamné à la sous-Commission des Droits de l'Homme des Nations-Unies, le Soudan ne pouvait compter au Conseil de sécurité que sur le soutien affiché de la Russie et de la Chine, et sur la sollicitude plus discrète de la France. Celle-ci lui permit de diviser le front des démocraties occidentales, Paris pensant que Hassan el-Tourabi, intellectuel formé à la Sorbonne, était plus un habile politicien qu'un idéologue, et que son influence sur les réseaux terroristes mondiaux lui permettrait d'écarter les menaces émanant des Groupes Islamiques Armés (GIA) algériens. Démarche qui conduisit le Soudan à livrer à la France l'ex-terroriste Carlos, et qui allait être suivie par la proposition de livrer l'activiste saoudien Oussama Ben Laden aux Etats-Unis en 1996, avant qu'il ne rejoigne les maquis afghans. Mais le Soudan continuait d'abriter des bureaux et des camps d'entraînement de la mouvance islamiste mondiale, des GIA au *Jihad islamique* et au *Hamas* palestiniens, en passant par les *Gamaat islamiya* égyptiennes, ce qui lui donnait une capacité de nuisance qui tétanisait les voisins arabes et les puissances occidentales, qui ne prirent jamais de mesures radicales pour le faire tomber ou pour préparer une alternative crédible. Tant l'AND que la SPLA ne furent soutenus, les premiers par l'Egypte et l'Arabie Saoudite, la seconde par la CIA et, indirectement, l'ONU, que dans la mesure où elles pouvaient empêcher la stabilisation du régime, mais sans aller jusqu'à provoquer sa chute.

La consolidation par le déploiement dans un « espace économique musulman » à l'échelle mondiale

Mais cette consolidation est aussi le résultat de l'efficacité organisationnelle et de la compétence des cadres du mouvement islamiste, si on les compare avec le mode de fonctionnement du système confrérique : les dirigeants islamistes sont les représentants d'une élite moderniste, formée dans les universités occidentales, anglo-saxonnes pour la plupart, et ils ont une approche professionnelle, systématique, des dossiers traités, au service d'un projet de société global, cohérent et articulé ; à l'inverse, les dirigeants confrériques n'avaient pour projet, même dans le cadre des régimes parlementaires qui les avaient porté démocratiquement au pouvoir, que de préserver leurs intérêts de caste, au lieu de servir ceux de leur clientèle, qui leur semblait acquise par droit de naissance ou par faveur divine. La discipline des cadres du FNI, habitués à un fonctionnement clandestin et cloisonné, coupé de la société, était en parallèle avec celle de l'armée. Celle-ci avait été infiltrée par le mouvement dès les années 70, et épurée après le coup d'Etat de tous ses éléments légalistes : elle était désormais encadrée à tous les niveaux par des « commissaires politiques » acquis au mouvement.

Cette puissance organisationnelle était aussi financière, puisque le FNI avait dès les

années 70 mis en place un système de financement fondé sur le drainage de l'épargne des émigrés soudanais dans le Golfe par les banques islamiques ; puis il avait mis sur pied une galaxie d'organisations caritatives, financées par de riches et pieuses personnalités des monarchies pétrolières, et par l'évergétisme forcé des commerçants du souk. L'enrichissement individuel des cadres dirigeants du FNI a donc été très rapide et contrastait avec la paupérisation de la grande masse de la population. Le Soudan, ruiné par la guerre et les prédatons du régime, placé sous embargo international, s'est tourné vers des pays musulmans du Moyen-Orient et d'Asie du Sud et du Sud-Est pour échapper à l'asphyxie financière et développer de nouveaux partenariats destinés à démontrer la possibilité d'une économie islamique indépendante de la domination occidentale. C'est ainsi que des pays aussi divers que la Turquie et l'Indonésie laïques, l'Iran khomeyniste ou la Malaisie, ont noué des relations de coopération économique, voire militaires, avec le Soudan, dans des conditions financières très favorables. La Malaisie a ainsi remplacé l'Arabie Saoudite, échaudée par l'accueil fait à Oussama ben Laden à Khartoum, comme lieu de dépôt des capitaux islamistes, réinjectés depuis Kuala Lumpur dans les circuits de la finance internationale spéculative et donc « impie ». C'est aussi par là que le Soudan aurait pratiqué sur une grande échelle le blanchiment de capitaux qui, durant les années noires du début du régime, lui ont permis d'obtenir les moyens de financer l'appareil du FNI. En échange, la Malaisie est devenue un acteur important de l'économie soudanaise, avec en particulier un rôle pionnier dans la mise en valeur des richesses pétrolières du Soudan.

La mainmise sur l'économie, prélude à la volonté de réintégration dans le « système-monde »

A partir de la seconde moitié des années 90, la répression marque un certain détente : des journaux d'opinion sont autorisés à paraître, quelques voix dissidentes sont tolérées, les syndicats professionnels peuvent à nouveau élire librement leurs bureaux, et les forces de sécurité ne font plus régner une terreur aveugle. Le régime tente de plus en plus clairement de réintégrer la communauté internationale et se démarque du terrorisme international. L'implication de certains dirigeants dans la tentative d'assassinat contre le président égyptien Moubarak en 1995 ne donne pas lieu à des représailles égyptiennes, sans doute parce que cette action n'a pas fait l'objet d'un consensus ; l'attentat contre les ambassades américaines à Nairobi et Dar es-Salam donne certes lieu à une rétorsion américaine par le lancement de missiles contre une usine de la banlieue de Khartoum, mais les experts ne pourront pas démontrer que cette usine pharmaceutique était destinée à produire des armes chimiques : le régime de Khartoum, drapé dans sa vertu offensée, en sort paradoxalement renforcé, à la confusion de l'administration Clinton.

Le régime se sent plus stable, car les opposants ont été réduits au silence, l'AND a fait la preuve de son impérialisme et la SPLA est divisée sur des lignes claniques et tribales qui lui ont fait perdre l'essentiel du territoire qu'elle contrôlait avant 1991. Les promesses d'eldorado pétrolier attirent des compagnies occidentales comme Talisman du Canada, Lundin de Suède, OMV d'Autriche. Les pays européens en viennent à se livrer une compétition pour s'attirer les bonnes grâces et les contrats de Khartoum. Le régime gomme ses aspects les plus choquants pour l'opinion occidentale, comme l'application des *hudud* (châtiments islamiques) ou le

harcèlement des opposants et des déplacés de la ceinture de misère de Khartoum par les forces de sécurité ; il organise des élections législatives et présidentielles qui visent à légitimer le coup d'Etat du 30 juin 1989. Bien que ces mesures ne changent rien à la nature du régime, elles changent l'atmosphère qui règne dans la capitale, seul lieu accessible aux étrangers sans un « travel permit ».

La perspective de mise en exploitation des gisements pétroliers du centre-sud du pays, qui entrent en production en août 1999, n'est pas pour rien dans cette ouverture apparente : au fil des années, les cadres du parti se sont enrichis, leurs enfants sont scolarisés dans les meilleures écoles de Suisse ou de Grande-Bretagne, laissant les écoles, les collèges et les universités délabrés, livrés à une arabisation et à une islamisation stérilisantes à la masse démunie et privée de contacts avec le monde extérieur. Ils cherchent désormais à institutionnaliser leur emprise sur le pouvoir, à mettre leur fortune à l'abri de toute revendication et à se déplacer sans entraves en Occident.

D'autre part, arrivés au pouvoir quelques mois après la mort de l'imam Khomeyni, les dirigeants du mouvement sont trop fins connaisseurs des affaires du monde pour ne pas comprendre que le rapport de force à l'échelle mondiale n'est plus en faveur de la révolution islamique mondiale : la Conférence Populaire arabo-islamique avait réuni en 1991, peu après la défaite de Saddam Hussein au Koweït, puis en 1993, toutes les tendances de l'islamisme mondial ; mais cette grande foire à l'islamisme, où se nouent réseaux d'entraide, solidarités, où s'échangent les expériences, sous la houlette de Moustafa Osman Ismaïl, à l'époque président de l'Association d'Amitié entre les Peuples, aujourd'hui Ministre des Affaires Etrangères du régime, ne se réunit plus à partir de 1995.

La victime expiatoire de ce reflux sera Hassan el-Tourabi lui-même, symbole d'une révolution islamique pour laquelle il a milité depuis la fin des années 40 et surtout depuis la fondation du FCI en 1965, à son retour de France. Présenté comme l'« éminence grise » du régime, il est à la fois le concepteur, le stratège et l'organisateur de la révolution de 1989. Hassan el-Tourabi est destitué de sa fonction de *speaker* du Parlement en 1999, puis mis en résidence surveillée en 2001, avant d'être conduit en prison l'année suivante. Dès que la présidence Clinton, dominée par les milieux « droits-de-l'hommes » et le Black Caucus, s'achève, le régime du général Omer El-Béchar donne à l'équipe de George Bush Jr. des gages de rapprochement, ouvrant ses dossiers secrets et livrant des islamistes installés au Soudan.

Le président américain décide dès lors de mettre le dossier soudanais parmi ses priorités, et le confie à l'ex-sénateur du Missouri John Danforth. Celui-ci revient d'une mission sur place après le 11 septembre 2001 avec quatre propositions de tests de bonne volonté du gouvernement comme de la SPLA. Une dynamique de paix s'enclenche dès lors, avec le démarrage de négociations secrètes au Kenya au printemps 2002. Celles-ci débouchent en juillet 2002 sur un accord intérimaire de paix étalé sur une période de six ans, qui prévoit à terme un référendum d'autodétermination pour le Sud du pays. Ces négociations durent toujours à l'heure actuelle, avec de nombreuses pierres d'achoppement concernant le partage du pouvoir et des ressources pétrolières, et le statut de Khartoum, qui selon les rebelles, devrait être exemptée de la *sharia*, comme le Sud du pays.

Un islamisme victorieux mais dévoyé face à des confréries déchues : l'émergence de nouvelles formes de mobilisation, entre messianisme islamique, action citoyenne et soulèvements armés

Ce qui signifie que le régime sort plutôt renforcé par ces négociations : les Etats-Unis et l'Union Européenne se réjouissent de voir le Soudan abandonner sa politique d'exportation de la Révolution islamique, et de constater que l'idéologie islamiste, dont l'anticommunisme a fait d'elle une alliée précieuse par le passé, est aussi une adepte du libéralisme économique ; la communauté internationale fait désormais l'impasse sur toute demande de démocratisation ou même de sécularisation de la constitution, laissant non seulement les Chrétiens et les animistes, mais aussi la grande majorité de la population musulmane du Nord, hostile aux lois islamiques telles qu'elles sont interprétées par le régime, otage des « *tujjar ed-din* ». (marchands de religion). Si le régime paraît dans son ensemble gagnant dans ces négociations, à l'exception de quelques boucs émissaires qui seront sacrifiés sur l'autel de la réconciliation, tandis que la population sudiste est livrée à l'autocratie, à la corruption et au népotisme du SPLA de John Garang et de sa parentèle dinka de Bor dans le Haut-Nil, les confréries risquent d'être les grandes perdantes de ce règlement de paix : exclues des négociations, lâchées par leurs parrains égyptiens et saoudiens, elles hésitent entre le ralliement en ordre dispersé et le repli dans l'exil. Les bataillons de ruraux et de guerriers qu'elles étaient censées pouvoir mobiliser ne se sont à aucun moment manifestés, et les rebellions qui éclatent aujourd'hui d'un bout à l'autre du pays, du Darfour bastion de l'Oumma aux montagnes de la mer Rouge, domaine des Béja acquis pour partie à la Khatmiya, se structurent hors de leur chape.

En dépit des illusions entretenues en Occident, le règlement de la question soudanaise ne pourra pas être obtenu par des marchandages entre « Seigneurs de la guerre » islamistes ou rebelles honnis par la population et mûs uniquement par la recherche d'intérêts matériels ; les forces qui s'expriment pour revendiquer de véritables changements démocratiques, qu'il s'agisse d'organisations de défense des droits de l'homme, d'organisations professionnelles comme l'Ordre des Avocats ou l'Union des Etudiants ou bien d'organes de presse indépendants, ne sont plus liés aux mouvements confrériques et récusent toute référence religieuse ; il en va de même pour les mouvements de rébellion armés comme la *Sudan Liberation Army* (SLA) du Darfour ou les éléments liés au *Beja Congress* qui se mobilisent aujourd'hui pour obtenir la fin des exactions commises avec le soutien du régime et pour exiger, à l'instar de la SPLA, une répartition plus juste des pouvoirs et des ressources au sein de l'ensemble soudanais.

La demande d'une pratique religieuse rénovée se manifeste, dans ce contexte, par l'émergence de nouveaux groupes d'orientation piétiste ou plus intégristes qu'investies dans le champ politique, comme les Ansar el-Sunna. Ceux-ci sont violemment hostiles à l'islamisme « fast food » de Hassan el-Tourabi et de ses épigones, mais on signale aussi l'apparition de prêcheurs charismatiques, « *fékis* » des temps modernes, disposant de sites internet, et qui drainent des masses imposantes de fidèles, tandis que d'autres cherchent à impulser une activité missionnaire agressive, à l'encontre des populations animistes et christianisées, comme dans les monts Nouba où elles jouissent du soutien discret des autorités civiles et militaires.

